

**L'évènement sur la mobilisation de la société civile,
du mercredi 18 juillet 2018,
à la Représentation permanente de la France auprès de l'ONU,
à l'occasion du Forum politique de haut niveau (FPHN)**

Un side-event français, organisé pour la délégation française, a été organisé en présence de Mme Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire. Il réunissait plusieurs intervenants étrangers, rendant compte de diverses expériences en matière de mobilisation de la société civile à l'appui des ODD.

Après les interventions d'ouverture de la secrétaire d'Etat, puis de l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'ONU, trois séquences d'intervention ont structuré la séance.

La première séquence rend compte de diverses expériences de plates-formes de coordination de la société civile.

Bettina Laville, au vu de l'importante délégation française présente ici à New York, note les avancées réalisées, alors qu'elle se souvient qu'à Rio, elle cherchait à entraîner seulement un ou deux délégués d'ONG.

Le Comité 21 a remis un premier rapport de la société civile en 2017 à l'occasion du FPHN, puis a connu des développements importants pour la 2^e édition qui vient d'être publiée avec de très nombreux contributeurs et des organisations coordinatrices des différentes parties du rapport. Mme Laville fait trois constats :

- le sentiment que les choses bougent et que la société civile se saisit désormais des ODD. Il lui reste cependant à se mettre en cohérence avec l'agenda international
- Cette prise de conscience, cette activation, restent encore assez inégales. Certains acteurs sont en pointe, d'autres n'ont pas encore perçu le mouvement.
- Certains Objectifs sont bien avancés, d'autres restent encore à défricher. Des évènements larges et transversaux sont sans doute nécessaires, comme en Italie, qui organise son « Festival du développement durable », sous une forme festive.

S'adressant à Mme la ministre, elle confirme qu'« il reste peu de temps », et qu'il faudra une impulsion forte. A ce titre, elle émet trois souhaits :

- qu'un travail, marquant l'ODD17 (« partenariats »), entre le Parlement, le gouvernement, et toute la société civile, soit engagé,
- que s'ouvre un débat public, un espace citoyen, en faveur des ODD,
- et que chacun se sente appelé à faire sa part du travail, une petite part de la globalité.

L'expérience suisse est présentée par Daniel Dubas, Office fédéral du développement territorial et Mark Herkenrath, de l'AllianceSud et de la plateforme de l'Agenda 2020:

- le gouvernement a organisé le « Dialogue 2030 », en déployant une consultation en ligne. Il a pour cela réalisé une analyse des 169 cibles et rédigé des fiches faisant le point sur chacune de ces cibles, qui ont été mises en circulation. Cela a conduit à la rédaction d'un rapport de base. Durant tout le processus, un « groupe d'accompagnement » d'une dizaine de personnes dont quelques-uns de la société civile (jeunesse, entreprises, universitaires,...) a copiloté le travail. Les organisations sont aussi au coeur de la délégation suisse à New York.

- Mark Herkenrath confirme l'effort de l'administration d'impliquer les organisations de la société civile. Les discussions du « groupe d'accompagnement » ont été longues et parfois compliquées mais ce fut un succès. Il émet trois constats :
 - le dialogue public et la concertation ont montré, au départ, des contributions très dispersées, très « silotées », conduisant à 170 contributions hétérogènes à compiler. Pour lui, il n'y avait pas vraiment UNE société civile.
 - La représentation de cette diversité a été difficile. Les organisations de la société civile ont donc décidé de se doter de leur propre organisation, d'une plateforme pour rédiger le rapport autonome de la société civile.
 - Encore aujourd'hui, trop de secteurs de la société civile suisse sont en dehors du processus ODD, comme les migrants. Il y a un effort à faire pour aller plus loin, mais le coût, en temps et en fonds nécessaires, est important.

Mme Misun Woo, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, une organisation féministe, fait un plaidoyer très engagé. Vêtue de noir, en hommage aux militants environnementalistes assassinés en Colombie, elle revendique que les ODD ne soient pas une opportunité pour les entreprises pour faire du profit mais pour faire avancer le monde vers la durabilité (« *il faut que l'économie soit au service des gens et non l'inverse.* »). Son organisation dénonce les inégalités de pouvoir à réduire entre groupes, entre hommes et femmes. Elle identifie, comme principales barrières à la participation, le patriarcat et le fondamentalisme, le pouvoir croissant des entreprises, l'érosion de la démocratie.

Oli Henman, de « Action pour le développement durable », représente une plate-forme mondiale réunissant plusieurs plateformes nationales, et bénéficie d'un peu de financement du gouvernement suisse et de l'ONU pour appuyer la mise en place de telles plateformes :

- le réseau agit pour faciliter le renforcement du plaidoyer, notamment par un dialogue national organisé dans 20 pays en amont du FPHN. Ceci permet qu'il n'y ait pas que les grandes ONG lors du Forum.
- Il plaide pour que le 25 septembre devienne un moment mondial : plus de 1000 actions sont d'ores et déjà organisées sur la planète. Il souhaite que s'inscrive cette date comme un grand RV citoyen.

La deuxième séquence présente ce que sont les ambassadeurs des ODD :

- Simon Callewaert, de l'Institut fédéral belge du développement durable présente le dispositif d'ambassadeurs ODD de la Belgique. Ces « SDG voices » faisaient suite à une initiative de Ban Ki Moon : il s'agissait, avec peu de ressources, de lancer une campagne de communication vers le grand public, en jouant sur un effet « boule de neige ». Pour cela, le gouvernement attribue des subventions de 10 000 € par ONG retenue comme ambassadeur, après l'élaboration d'une liste de candidats potentiels, puis la mise en place d'un comité de 17 experts pour sélectionner la liste des lauréats, se traduisant par une sélection de 8 organisations. Ce sont bien des organisations qui sont désignées comme ambassadrices (par exemple : Metro -le journal gratuit-, la ville de Gand, ou encore une chaîne de grands magasins). Ces « voix » permettent de produire des vidéos, des témoignages.
- Energy observer, qu'on ne présente plus, décrit son engagement en faveur des ODD, et l'organisation de sa croisière, l'Odyssée du futur, dont les films, sous forme de « web série » feront un travail de pédagogie en faveur des ODD.

La troisième séquence porte sur les Semaines européennes du développement durable.

Stefan Bauernfeind, de la Chancellerie fédérale allemande rappelle que la SEDD appelle l'attention sur le développement durable à travers toute l'Europe. Les initiatives, plus de 6000, sont de toute nature.

Wolfram Tertschnig, du ministère fédéral autrichien du développement durable et du tourisme deux personnes présentes la semaine dernière ont montré la comédie musicale qu'elles ont créés, faites pour des jeunes et qui présentent les ODD. « Time is running out about the future »

Un temps d'échange a suivi, dont :

- Jean-François Bence du CESE européen salue l'initiative. Il exprime le besoin que l'UE adopte une stratégie en matière de développement durable.
- Hervé Maurey de la commission de développement durable du Sénat estime que les parlements ne sont pas assez associés. Il regrette de ne pas avoir été invité personnellement à participer à la délégation française et n'a pas eu le sentiment d'être très utile durant ces journées.
- Elisabeth Hege de IDDRI, rend compte du rapport récent de l'IDDRI qui compare les dynamiques de mise en oeuvre et de mobilisation, en notant que l'Espagne, notamment, fournit un cas d'étude très intéressant. Elle fait valoir que les ONG ont aussi des inquiétudes quant au discours des gouvernements sur la mobilisation de la société civile : certaines craignent le risque d'une inertie de groupe, et d'une dé-responsabilisation des gouvernements.